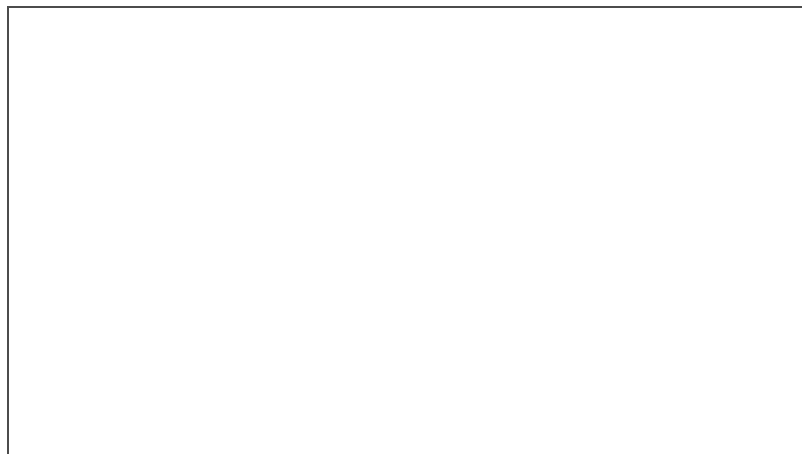


Le Mossad était « en contact depuis le début » avec les tueurs du Premier ministre italien, révèle un journaliste

Par Kit Klarenberg et Wyatt Reed



Un journaliste itinérant qui a couvert les principaux politiciens italiens a expliqué à *The Grayzone* comment son pays a été réduit au rôle de “porte-avions” américano-israélien et soulève des questions troublantes sur le rôle d’Israël dans l’assassinat du Premier ministre Aldo Moro.

Pendant des années, le Mossad israélien a surveillé et secrètement influencé une faction communiste violente qui a perpétré l’enlèvement et le meurtre de l’homme d’État italien Aldo Moro, le 16 mars 1978, a documenté le journaliste d’investigation chevronné Eric Salerno.

Ayant travaillé en étroite collaboration avec plusieurs chefs d’État italiens au cours de ses 30 ans de carrière en tant que correspondant, Salerno a publié en 2010 un exposé, intitulé [Mossad Base Italy](#), de leurs relations secrètes avec les services de renseignement israéliens.

Le journaliste a déclaré à *The Grayzone* que Moro, qui était sans doute le dirigeant le plus important d’Italie, était devenu une épine dans le pied de forces puissantes qui cherchaient à maintenir leur pays fermement ancré dans le bloc pro-occidental. Salerno pense que la politique étrangère à long terme de l’Italie se serait développée différemment si Moro avait survécu, ajoutant : “*c’est justement ce qu’ils craignaient aux États-Unis.*”

Moro a été kidnappé en 1978 par la Brigade radicale Rosse, ou faction des Brigades Rouges, lors d’une audacieuse et hautement professionnelle opération, menée en plein jour, qui a coûté la vie à tous ses gardes du corps sauf un. Il a été exécuté deux mois plus tard. L’affaire toujours non résolue a choqué la nation et reste un chapitre profondément troublant de cette période, remplies de manipulations menées par les services de renseignement et de terrorisme politique, connue par les Italiens sous le nom d’Années de plomb.

Pour certaines des sources les plus informées d’Italie, les crimes présentaient de fortes similitudes avec ceux de l’Opération Gladio, un effort mené secrètement qui a vu la CIA, le MI6 et l’OTAN entraîner et diriger une armée fantôme d’unités paramilitaires fascistes à travers l’Europe [pour mener des attaques terroristes](#) sous fausse bannière, des vols et des assassinats visant à neutraliser la gauche socialiste.

Moro, qui appartenait à l'aile progressiste du Parti chrétien-démocrate et a exercé cinq mandats de Premier ministre, risquait de bouleverser l'ordre traditionnel italien d'après-guerre en forgeant un "*compromesso storico*" (compromis historique) avec le Parti communiste italien. « *C'était probablement quelque chose dont une partie de l'establishment politique italien avait peur, même dans son propre parti* », note Salerno.

Bien que cette partie de l'histoire de Moro soit bien connue des Italiens, Salerno a documenté un aspect moins compris de son héritage : son arrangement avec des groupes de résistance palestiniens, avec probablement le président libyen Mouammar Kadhafi en tant que médiateur, qui permettait à l'OLP et à d'autres de faire passer des armes en contrebande et de voyager librement à travers l'Italie en échange du fait que le pays lui-même soit épargné des attaques terroristes. Cet accord, que [les chercheurs considèrent comme](#) un "*processus évolutif et dynamique*", est devenu connu sous le nom de « *Lodo Moro* ».

Il est largement admis que ce pacte a été forgé en 1973, pendant le mandat de Moro en tant que ministre des Affaires étrangères, lorsque l'Italie a secrètement libéré un groupe de combattants palestiniens qui cherchaient à attaquer un avion appartenant à la compagnie aérienne israélienne El Al au départ de l'aéroport de Fiumicino à Rome. Il est dû en grande partie au désir de l'Italie de maintenir un certain niveau d'indépendance vis-à-vis du bloc occidental dirigé par les États-Unis, qui était menacé d'embargo pétrolier en représailles au soutien de Washington à Israël lors de la guerre israélo-arabe de 1973.

Alors que Salerno n'a pas prétendu que le Mossad avait directement ordonné l'enlèvement et l'exécution de Moro, il a déclaré à *The Grayzone* : "*Je pense que leur idée était : « Nous verrons ce qui se passera et, si nécessaire et que nous pensons que c'est le bon moment, nous pouvons aider d'une manière ou d'une autre » ».*

Pendant plus d'une décennie, l'accord *Lodo Moro* a protégé l'Italie de la violence qui sévissait dans d'autres pays de l'autre côté de la Méditerranée. Ces complots sont devenus de plus en plus courants dans la région à la suite de la guerre des Six Jours de 1967 entre Israël et une coalition d'États arabes comprenant l'Égypte, la Syrie et la Jordanie.

Mais ce n'était qu'une question de temps avant que la violence ne consume également la vie de Moro.



Aldo More en captivité. 1978.

Mossad base Italy

Le livre de Salerno, [*Mossad Base Italy*](#), est peut-être la chronique la plus complète de la relation intime et continue entre les services de renseignement israéliens et les dirigeants politiques italiens. Publié en 2010, le livre reste presque totalement inconnu dans le monde anglophone.

Son auteur illustre comment l'alliance secrète israélo-italienne a précédé la création d'Israël en mai 1948, Rome [apportant un soutien secret](#) aux milices sionistes comme la Haganah. Des individus affiliés à Benito Mussolini et des néofascistes au sein de l'appareil de sécurité italien d'après-guerre leur ont fourni des armes et une formation pour écraser la résistance palestinienne et les aider dans [leur campagne de nettoyage ethnique](#).

« *Les Israéliens ne voulaient pas que Rome devienne un satellite de l'Union soviétique, et les États-Unis avaient la même position. Le pays était essentiellement une ligne de front de l'Ouest contre le bloc de l'Est* », a expliqué Salerno à *The Grayzone*. « *L'Italie bordait la Yougoslavie, n'était pas loin des nations du Pacte de Varsovie et le soutien au communisme et à l'Union soviétique était fort au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'était aussi une sorte de porte-avions en Méditerranée, sur lequel les gens atterrissaient et partaient vers d'autres endroits.* » Avec près de 5 000 miles de côtes et seulement 90 miles séparant l'île de Sicile et la Tunisie, l'Italie [a souvent été décrite](#) comme le “gardien” de la mer Méditerranée.

Salerno conclut que chaque administration italienne depuis la Seconde Guerre mondiale a secrètement aidé le Mossad et les renseignements militaires israéliens. Une critique de son livre par le correspondant vétéran du renseignement Haaretz, [Yossi Melman](#), [remarque](#) « *Les agents d'espionnage israéliens confirment que les services de renseignement italiens sont parmi les plus amicaux au monde envers leurs homologues israéliens* » .

Salerno soutient de manière convaincante que le Mossad et l'Armée de l'air israélienne sont effectivement “nés à Rome” et révèle que Tel Aviv confiait aux renseignements italiens la conduite de “missions extrêmement classifiées” en leur nom. Étonnamment, son livre n'a jamais été traduit en anglais.

Le journaliste attribue le parti pris pro-israélien constant des services de renseignement italiens à une combinaison d'opportunisme politique et de culpabilité collective persistante pour la complicité de Rome dans les crimes contre les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, les gouvernements italiens ont largement « *senti... qu'ils devaient aider les Juifs parce que les Juifs avaient souffert sous le régime précédent* » .

Des « preuves objectives » que le Mossad a abattu un avion de ligne italien

La dynamique traditionnelle entre Rome et Tel Aviv a été remise en question par l'émergence de gouvernements dirigés par le Parti chrétien-démocrate italien, y compris celui de Moro. En quelques mois, Israël a commencé à répondre à cette défiance par des actes apparents de sabotage à l'intérieur de l'Italie, selon une variété de personnalités bien placées.

Fin 1973, cinq membres du groupe militant palestinien Septembre Noir [ont été arrêtés](#) grâce à une dénonciation du Mossad, qui affirmait qu'ils se préparaient à abattre un avion de ligne israélien au plus grand aéroport de Rome avec des missiles sol-air. Cependant, Moro s'est arrangé pour qu'ils soient libérés un mois plus tard, puis transportés en Libye.

Les membres de Septembre Noir ont d'abord été transportés à Malte à bord d'un avion de transport italien connu sous le nom d'Argo 16, qui était couramment utilisé pour transporter des agents de l'Opération Gladio vers une base d'entraînement secrète en Sardaigne, et livrer des armes de la CIA/MI6 à des dépôts secrets disséminés dans le pays. Lorsque [le Mossad a observé les Palestiniens](#) là-bas et s'est rendu compte qu'ils avaient été libérés, ils sont devenus “très ennuyés”, selon le chef du contre-espionnage de Rome de l'époque, Ambrogio Viviani.

Le 23 novembre 1973, l'[Argo 16 s'est écrasé](#) peu de temps après son décollage de l'aéroport de Venise, tuant tout l'équipage vétéran.

Une première enquête a conclu que la tragédie était un accident, mais l'affaire a été rouverte par le parquet de Venise en 1986. Cette enquête a également échoué, lorsque les responsables de la sécurité et du renseignement ont refusé de témoigner et ont commencé à bloquer les preuves. Cependant, le juge chargé de l'affaire, Carlo Mastelloni, a déclaré à Salerno qu'il n'y avait aucun doute, sur la base de “*preuves objectives*”, que la destruction de l'avion était le sale boulot d'Israël.

« *Tout est lié au fameux « accord Moro »* », a affirmé Mastelloni. Le sabotage de l'Argo 16 n'était pas seulement des "représailles" pour la libération des Palestiniens arrêtés, mais un "avertissement" sur les "concessions" de l'Italie aux "ennemis de Tel Aviv", a-t-il déclaré. Pourtant, *Lodo Moro* a continué à tenir malgré la menace implicite de violence, ce qui soulève la question de savoir si le Mossad a ressenti le besoin de faire monter les enchères.

« **Le Mossad a décidé de transférer le conflit moyen-oriental en Italie** »

L'Argo 16 ne fut pas le seul incident mortel, qui semblait porter les empreintes du Mossad, à avoir eu lieu pendant les Années de plomb. Lorsqu'une grenade à main a été lancée au siège de la police de Milan en mai 1973, tuant quatre civils et en blessant 45, le coupable s'est présenté comme un anarchiste [après son arrestation immédiate](#). Cependant, [des enquêtes ultérieures](#) ont révélé que l'auteur, Gianfranco Bertoli, était un informateur de longue date du renseignement militaire italien, ainsi qu'un membre de nombreuses organisations néofascistes, y compris l'Ordine Nuovo (Nouvel Ordre) liée à Gladio.

Bertoli avait, pendant les deux années précédant l'attaque, [résidé de temps en temps](#) au Kibboutz Karmiya en Israël, où [il accueillait fréquemment](#) des représentants de la faction d'extrême droite française Jeune Révolution, tout en maintenant des contacts avec les services de renseignement français. De tels incidents incitent Salerno à se demander « *le Mossad faisait-il partie de cette stratégie de la tension ?* » [C'est la conclusion précise](#) à laquelle est parvenu Ferdinando Imposimato, [un magistrat italien](#) qui a supervisé [les premiers procès](#) des agents des Brigades rouges concernant le meurtre de Moro.

« *Il faut reconnaître que les services secrets israéliens avaient une parfaite connaissance du phénomène subversif italien dès ses débuts, s'y engageant avec un soutien idéologique et matériel constant* », notait Imposimato en 1983. « *Le Mossad avait décidé de transférer le conflit du Moyen-Orient en Italie* », a-t-il conclu, « *motivé par un objectif de déstabilisation politique et sociale.* » Le but d'Israël était « *d'inciter l'Amérique à considérer Israël comme le seul point de référence allié en Méditerranée et ainsi obtenir un plus grand soutien politique et militaire* », a-t-il déclaré.

Lors de [son témoignage en mars 1999](#) au cours d'une enquête parlementaire sur le terrorisme en Italie, le combattant des Brigades Rouges Alberto Franceschini a déclaré que le groupe avait été approché par un intermédiaire du Mossad après l'enlèvement par les Brigades Rouges d'un magistrat nommé Mario Sossi en avril 1974. Selon Franceschini, le Mossad a fait une proposition « *dérangeante* » pour financer son groupe, déclarant que plutôt que de chercher à contrôler les Brigades Rouges, Israël cherchait seulement à s'assurer que le groupe continuerait d'opérer :

Nous ne voulons pas vous dire ce que vous devez faire car ce que vous faites nous convient. Nous tenons juste à ce que vous existiez. Le fait même que vous existiez, quoi que vous fassiez, nous convient.

Décrivant "les motivations politiques" de la position du Mossad, Franceschini a noté : « *du point de vue des relations américaines, plus l'Italie était déstabilisée, plus elle devenait peu fiable, et plus Israël devenait un pays fiable pour toutes les politiques méditerranéennes* », du point de vue de Washington. Dans ses dernières années, [Franceschini a révélé](#) qu'Israël « *avait offert des armes et de l'aide* » aux Brigades rouges, déclarant : « *leur objectif déclaré était de déstabiliser l'Italie.* »

Comme Salerno l'a indiqué à *The Grayzone*, "dans l'une de ses dernières interviews", Franceschini "a confirmé à mon collègue du *Corriere della Serra* que le Mossad était en contact depuis le tout début avec les Brigades Rouges", interactions qui, comme le correspondant le souligne, étaient "très normales car le Mossad agissait avec toutes sortes d'organisations, appelons-les subversives, dans toute l'Europe."

L'idée d'une main israélienne potentielle dans l'élaboration du complot Moro — ou entravant les efforts pour le résoudre pacifiquement — est renforcée par les déclarations d'un certain nombre de politiciens italiens influents, qui indiquent également qu'Israël a à la fois “*cofinancé*” et “*influencé*” le groupe qui s'est attribué le mérite d'avoir tué Moro. Ces divulgations ont jusqu'à présent été universellement ignorées par les principaux médias de langue anglaise.

[En juillet 1998](#), Giuseppe De Gori, un avocat qui représentait le parti démocrate-chrétien de Moro dans de nombreux procès liés à l'affaire, [a déclaré à une commission parlementaire](#) sur le terrorisme que le Mossad « *avait toujours contrôlé* » les Brigades rouges, sans infiltrer formellement le groupe. Il a raconté comment, en 1973, un major et un colonel du Mossad « *se sont présentés* » au groupe, exposant les infiltrés dans leurs rangs et offrant « *des armes et tout ce qu'ils voulaient tant qu'ils poursuivaient une politique différente.* »

Quand les Brigades rouges ont commencé à refuser, “*à partir de ce moment, il était clair que le Mossad*” surveilla de près la faction militante. De Gori a témoigné que les renseignements israéliens « *détestaient “le Moro” antisioniste* » et ont commencé à profiter de leur capacité à “*faire passer clandestinement*” des informations aux Brigades rouges, qui pourraient influencer leurs actions.

Comme l'a expliqué l'avocat, il n'était “*pas nécessaire*” que le Mossad pénètre directement les Brigades rouges. De Gori a laissé entendre que la décision du groupe de tuer Moro après près de deux mois de captivité résultait d'une telle intervention israélienne indirecte. Alors que les représentants du gouvernement italien refusaient toute négociation avec ses ravisseurs, lors d'une réunion privée le 8 mai 1978, des éléments au sein des démocrates-chrétiens proposèrent de négocier indépendamment un accord pour obtenir la libération de Moro.

« *Moro a été tué immédiatement après, donc quelqu'un devait être là qui a rapporté cette nouvelle* », a témoigné De Gori. [En 2002](#), l'avocat a déclaré à l'auteur Philip Willan que le Mossad avait fait de l'exécution de Moro un fait accompli en faisant appel aux services [d'un faussaire qualifié](#) pour fabriquer une lettre des Brigades rouges aux autorités à la mi-avril 1978. [Le communiqué affirmait](#) que l'homme d'État était déjà mort. « *Après cela Moro ne pouvait plus être sauvé* », a déclaré De Gori.

Négociateur avec la résistance palestinienne met la cible sur le dos de Moro

De Gori n'est pas la seule source bien placée pour blâmer le Mossad pour la mort de Moro. En mai 2007, Giovanni Galloni, ancien vice-président du Conseil supérieur de la magistrature italienne, [a hardiment proclamé](#) que “*tous les participants*” à l'enlèvement du Premier ministre n'étaient pas membres des Brigades rouges. Cette conclusion a été motivée par l'exécution des gardes du corps de Moro avec “*seulement deux armes, utilisées par des hommes exceptionnellement expérimentés.*” En plus de n'avoir jamais été identifiés, ces assassins affichaient un niveau d'expertise en tir qu'aucun membre connu des Brigades rouges ne semblait posséder.

Galloni a fortement insinué que les tueurs avaient été embauchés par Washington et/ou Tel Aviv. Il a révélé que “*quelques mois avant sa capture*”, Moro lui avait confié qu'il était “*inquiet*” que les « *services secrets américains et israéliens* » aient infiltré les Brigades rouges. Moro l'a rapporté à l'ambassadeur américain d'Italie, provoquant un « *démenti ambigu* » du Département d'État, selon lequel Washington avait toujours transmis aux renseignements italiens « *tout ce que nous savons* ».

Galloni a demandé : « *Quels services secrets ? Les vrais, ou ceux qui étaient entre leurs mains ?* » Il faisait clairement référence au lien parallèle anglo-américain d'espionnage et de terreur à Rome connu sous le nom [d'Opération Gladio](#).

D'autres preuves d'un rôle israélien dans le meurtre de Moro peuvent être trouvées dans le témoignage livré à [une commission parlementaire](#) italienne [en juin 2017](#) par un ancien magistrat nommé Luigi Carli, qui était intimement impliqué dans l'enquête initiale. Inaperçu dans le monde anglophone, et non mentionné dans les rapports officiels du comité, Carli a affirmé que les Brigades rouges avaient été « *cofinancées* » par le Mossad.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi Israël subventionnerait une faction communiste armée en Italie, Carli a déclaré que « *plusieurs* » anciens collaborateurs des Brigades Rouges lui avaient dit que le Mossad avait accepté de « *s'occuper du cofinancement des Brigades Rouges* », propositions qu'il jugeait « *étranges* ».

Ils ont expliqué, cependant, que tout cet effort qui finirait par « *affaiblir, ou contribuer à affaiblir, la situation intérieure de l'Italie et renforcerait le prestige et l'autorité d'Israël* » en Méditerranée, a témoigné Carli.

Des [entretiens très éclairants](#) avec l'ancien président italien Francesco Cossiga, publiés par le *Bulletin de politique italienne* à la suite de sa mort en août 2010, ont jeté un éclairage supplémentaire sur les motivations du Mossad pour assassiner Moro et pour cibler Rome avec des attentats à la bombe sous fausse bannière faisant de nombreuses victimes. Cossiga a été le premier homme politique italien à reconnaître l'existence du [Lodo Moro](#). Cossiga a déclaré que les États-Unis étaient « *bien sûr* » au courant de l'accord, alors que lui-même et une grande partie de la classe politique italienne étaient dans le noir.

Cossiga a rappelé qu'alors qu'il était Premier ministre en novembre 1979, la police d'une ville côtière avait intercepté un camion transportant un missile sol-air. Il a ensuite reçu un télégramme du chef du Front populaire de Libération de la Palestine, George Habbash, admettant la propriété du missile et rassurant le Premier ministre italien qu'il n'était pas destiné à être utilisé en Italie. Habbash a donc exigé que l'arme soit restituée et a demandé la libération du chauffeur.

Habbash a averti que tout manquement à se conformer représenterait une violation de « *l'accord* » du FPLP avec Rome. « *Personne ne pouvait me dire ce que signifiait cet accord* », a insisté Cossiga. Ce n'est que « *de nombreuses années plus tard* » qu'il a appris ce qu'était l'accord *Lodo Moro*.

Au moment des entretiens de Cossiga, l'[État italien rouvrait les enquêtes](#) sur l'attentat à la bombe d'août 1980 contre la gare centrale de Bologne, qui avaient tué 85 personnes et blessé plus de 200. L'enquête a abouti à des condamnations par contumace pour des membres des noyaux néo-fascistes liés à Gladio Armati Rivoluzionari. Plusieurs suspects principaux, dont [un agent confirmé du MI6](#) nommé Robert Fiore, se sont enfuis à Londres, d'où [la Grande-Bretagne a refusé](#) de les extraditer. Le *Bulletin de politique italienne* a [identifié que la saisie du missile](#), et l'existence de l'accord *Lodo Moro* lui-même, étaient des considérations clés dans la nouvelle enquête.

L'une des possibilités explorées par l'enquête était de savoir si l'attentat de Bologne avait été « *perpétré par les États-Unis ou Israël pour punir l'Italie de sa position pro-arabe* ». Après s'être longtemps plaint que Rome « *n'ait jamais vraiment eu d'espace pour sa propre politique étrangère* » en raison de sa soumission aux intérêts américains, Cossiga a reconnu que l'Italie « *poursuivait un agenda national* » au Moyen-Orient et « *prenait certaines libertés envers le monde arabe et Israël.* »

« *Les gens ont oublié* » que les chrétiens-démocrates ont « *toujours été un parti pro-arabe* », a déclaré Cossiga, pointant spécifiquement Moro et son associé Giulio Andreotti, un autre ancien chef d'État italien qui a dénoncé l'opération Gladio [en octobre 1990](#). Cossiga a affirmé « *Andreotti a toujours cru, bien qu'il ne l'ait jamais dit* », que les États-Unis lui avaient causé des « *problèmes judiciaires* » à cause de ses sympathies arabes.

Bien que Salerno conteste la qualification d'Andreotti de « *pro-arabe* », le décrivant plutôt

comme “*favorable aux droits des Arabes*”, il a déclaré à *Grayzone* que le dirigeant italien de longue date lui avait personnellement déclaré une fois : “*Si j’étais né à Gaza, je serais un terroriste.*”

Le comité de sauvetage de Moro mis en place pour échouer

Tout au long des 55 jours de captivité de Moro aux mains des Brigades Rouges, les responsables italiens ont déclaré que “*l’État ne doit pas se plier*” aux “*demandes terroristes*”, indiquant clairement que le gouvernement italien ne négocierait pas avec les Brigades Rouges ni ne libérerait aucun de ses membres emprisonnés en échange du Premier ministre. L’ancien Premier ministre italien a ensuite [été enfermé dans un coffre de voiture](#), abattu de 10 balles et laissé dans le véhicule dans le centre de Rome pour que les autorités le retrouvent.

Aujourd’hui, de nombreux Italiens considèrent cet approche inflexible de Rome avec une profonde suspicion, étant donné la volonté du gouvernement de négocier avec les terroristes avant et après le meurtre de Moro. Le magistrat Mario Sossi, dont l’enlèvement par les Brigades rouges aurait incité le Mossad à approcher le groupe, [a été libéré en 1974](#) après un mois de captivité en échange de certains des membres emprisonnés de la faction radicale.

Lorsque les Brigades Rouges ont enlevé le politicien démocrate chrétien [Ciro Cirillo](#), [en avril 1981](#), les autorités italiennes ont négocié directement avec ses ravisseurs, payant une rançon pour sa libération. En décembre de la même année, lorsque les Brigades Rouges ont enlevé le général américain [James Dozier](#), il a été “*localisé et libéré lors d’un assaut*” par un groupe de travail conjoint américano-italien.

L’ancien général italien Roberto Jucci a comparé le traitement de Dozier à celui de Moro dans une interview de 2024. “*L’un d’eux, ils voulaient le libérer ; j’ai des doutes sur l’autre*”, [a-t-il déclaré](#). Jucci était parmi les rares Italiens en mesure de juger, ayant été chargé de former une escouade des forces spéciales sur une base en Toscane, qui était ostensiblement destinée à secourir le Premier ministre enlevé. Aujourd’hui, il croit que “*le véritable objectif était de me mettre à l’écart*” et de s’assurer que Moro ne soit jamais retrouvé. Aucun raid n’a été mené pendant ses 55 jours de captivité.

Jucci a déclaré à *La Repubblica* que le comité officiel de sauvetage de Moro était « *conseillé par un homme envoyé par les États-Unis* » et « *composé en grande partie* » de représentants de la [loge maçonnique fasciste P2 affiliée à Gladio](#). Ces personnes « *voulaient que les choses se passent différemment de ce que tous les honnêtes gens demandaient* » et souhaitaient que Moro “*soit détruit politiquement et physiquement.*”

Si Moro avait survécu, « *la politique italienne se serait développée différemment.* » Jucci pensait que le dirigeant italien aurait pu « *être libéré si toutes les institutions avaient travaillé dans ce sens.* » [Les dossiers déclassifiés](#) du ministère britannique de la Défense datant de novembre 1990 montrent que les responsables à Londres étaient bien conscients du rôle joué par la P2 dans le sabotage des efforts officiels pour sauver Moro. La loge maçonnique a été décrite comme une force “*subversive*” à Rome, employant “*le terrorisme et la violence de rue pour provoquer une réaction répressive contre les institutions démocratiques italiennes.*”

Ces documents indiquaient en outre que “*des preuves circonstancielles*” montraient “*qu’un ou plusieurs des ravisseurs de Moro étaient secrètement en contact*” avec “*l’appareil de sécurité*” italien, et les enquêteurs “*ont délibérément négligé de suivre les pistes qui auraient pu conduire aux ravisseurs et sauver la vie de Moro.*”

Le Mossad poursuit ses opérations en Italie en plein génocide de Gaza

Aujourd'hui, il y a peu de traces de tendances pro-arabes dans la politique italienne dominante. Selon Salerno, les États-Unis et Israël n'ont plus besoin de “*déstabiliser l'Italie*” car le pays est économiquement “*faible*.” Le gouvernement de Rome est maintenant à toutes fins utiles “*une continuation, voire une extension, de l'ancien régime fasciste*”, dit-il, ajoutant : “*il y a des gens au gouvernement qui ont des statues de Mussolini dans leurs maisons.*”

La Première ministre Giorgia Meloni a clairement indiqué [qu'elle nourrissait peu de sympathie](#) pour les Palestiniens et peu d'intention de reconnaître un État palestinien ; même après qu'il a été révélé, [en novembre 2024](#), que le Mossad avait employé une société de renseignement italienne privée pour cibler Meloni et ses ministres. “*Je pense que fondamentalement, le gouvernement que nous avons ici en Italie en ce moment est un gouvernement qui aimerait critiquer beaucoup de choses qui se passent*”, mais « *il ne peut pas trop critiquer Israël à cause de ce que le régime fasciste italien a fait aux Juifs pendant la guerre* », explique Salerno.

En ce qui concerne [les récentes et massives manifestations](#) et grèves à travers l'Italie en soutien à Gaza, Salerno explique : « *Ce qui se passe aujourd'hui en Palestine à Gaza est quelque chose d'exceptionnel.* » Mais « *comme rien n'a été enseigné ou expliqué en Italie sur le sort des Palestiniens depuis de nombreuses années la majorité de la population italienne et les gouvernements italiens* » n'ont « *jamais fait grand-chose pour vraiment aider les Palestiniens.* » Maintenant, encore une fois, “*nous avons découvert tout à coup que nous avons le Moyen-Orient et la question palestinienne.*”

À ce jour, le Mossad continue de mener des opérations en Italie. La relation entre les services de renseignement italo-israéliens a été récemment mise en évidence lors d'un incident bizarre en mai 2023, au cours duquel une péniche a chaviré dans le lac Majeur en Italie, tuant quatre personnes parmi les 23 à bord. Bien que *Legacy Media* ait initialement présenté l'affaire comme [un tragique accident](#) lors d'une fête d'anniversaire, il est [rapidement devenu clair](#) que tout le monde sur le bateau, à l'exception du capitaine et de sa femme, étaient des espions israéliens et italiens.

Les 10 Israéliens survivants ont été [rapatriés à la hâte](#) à Tel Aviv à bord d'un avion militaire avant de pouvoir être interrogés par la police, avec la bénédiction apparente des autorités italiennes. [Des enquêtes ultérieures](#) ont suggéré que cette réunion était une opération de renseignement conjointe sur les « *capacités d'armes non conventionnelles iraniennes* », [visant soit à surveiller](#) l'industrie locale, soit les riches Russes vivant à proximité qui étaient soupçonnés d'aider Moscou à obtenir des drones de Téhéran.

Un [éloge funèbre](#) pour l'espion israélien décédé, que les médias italiens ont nommé Erez Shimoni, a été personnellement prononcé par le directeur du Mossad, David Barnea, suggérant fortement qu'il était une figure importante de l'agence de renseignement. Alors que le capitaine du navire a depuis été reconnu coupable d'homicide par négligence, la police militaire italienne [a immédiatement annoncé](#) qu'elle n'enquêterait pas sur les activités des espions à bord.

Kit Klarenberg et Wyatt Reed

Article original en anglais : [The Grayzone](#)

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#).